

Golfe refusent, paraît-il, d'entrer pour le moment dans la Confédération. Quels en sont les raisons ou les motifs? Nous l'ignorons. Toujours est-il que ce refus pourrait avoir pour résultat ou de rendre nul l'acte du parlement canadien, ou de restreindre la Confédération aux deux provinces canadiennes seulement. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir, car les honorables MM. Cartier, Galt, G. Brown et McDonald, d'après les dernières nouvelles, doivent partir pour l'Angleterre, et traiter la question avec le gouvernement impérial. Le traité de réciprocité et nos défenses nationales entrent aussi dans le cadre de leur mission.

Les défenses nationales préoccupent surtout nos hommes d'État et ceux d'Angleterre. Les menaces de la guerre américaine, les récriminations du gouvernement de Washington contre celui de St. James, les succès des armées fédérales durant ces quatre derniers mois et l'épuisement héroïque de la Confédération du Sud, tout semble dire de nous préparer à des événements graves et solennels.

Que ferait M. Lincoln, une fois vainqueur de son ingénieux rival, M. Jefferson Davis? A quelle besogne emploierait-il ses nombreuses armées? Les tournerait-il contre ses froids alliés du dehors, qui ne lui ont accordé depuis quatre ans qu'une stricte neutralité, ou bien contre les libertés de la nation elle-même? L'histoire des vieux empires, des républiques conquérantes est là, pleine d'enseignements et d'une logique que la constitution américaine ne saurait aujourd'hui renier ni affronter en face.

Mais cette conquête n'est pas encore faite; le Sud est encore debout, soutenu par de vaillantes armées.

Laissons un instant la parole à l'illustre chef de la Confédération :

"Notre patrie, dit-il dans son dernier message au Congrès, est aujourd'hui environnée de périls qu'il est de notre devoir d'envisager avec calme."

"Les récentes opérations militaires de l'ennemi ont amené la prise de plusieurs de nos ports et la dévastation de vastes régions de notre pays. Ces événements ont eu pour conséquence naturelle d'encourager nos ennemis et de déconcerter certain nombre de nos citoyens. Le capitol des États Confédérés est aujourd'hui menacé et en plus grand danger qu'il ne l'a encore été depuis le commencement de la guerre. L'aveu de ce fait, sans détour comme sans réserve, est dû au peuple, dont nous sommes les serviteurs, et sur le courage et la constance duquel tout notre espoir repose; il est dû également à vous, Messieurs, dans la sagesse et la résolution de qui le peuple s'est confié pour adopter

les mesures nécessaires pour le préserver de périls imminents."

Nos lecteurs connaissent les récents désastres du Sud : la prise de Charleston, ce berceau de la Confédération, défendu pendant près de quatre ans par le génie de Beauregard, la prise des forts Fisher, de Wilmington, et de tant d'autres places qui sont tombés devant la marche envahissante de Sherman. Tout cela cependant peut se réparer dans un jour heureux, par un de ces retours si capricieux de la fortune des armes.

La plus grande misère du Sud aujourd'hui, sans compter la désunion qui règne peut-être parmi les chefs de la confédération, est sans contredit le manque du nécessaire. Sur ce point, le Président Davis demande d'affecter une somme de deux millions en or, pour l'achat des vivres destinés aux armées de Virginie et de la Caroline du Nord; avec cela elles pourraient tenir jusqu'à la fin de l'année. Si cette somme était irréalisable, alors il faudra mettre, en réquisition des approvisionnements, sans en payer préalablement la valeur au taux du jour. Personne, ajoutait-il, ne croit en effet que le gouvernement puisse jamais acquitter, en or, l'engagement de payer \$50 un boisseau de blé ou \$700 un baril de farine. Il paraîtrait plus naturel et plus juste d'estimer la valeur des approvisionnements mis en réquisition, sur la base de l'or, et de donner l'engagement du gouvernement de payer le prix en numéraire, avec un intérêt raisonnable, ou, au choix du créancier, de lui rendre en nature le blé ou les denrées mises en réquisition, avec un intérêt raisonnable payable également en nature. Les obligations ainsi émises seraient reçues en paiement pour toutes les créances dues en espèces, au gouvernement.

Louis XII demandait à un de ses favoris ce qu'il fallait pour soutenir une bonne guerre; trois choses, répondit ce dernier, sont nécessaires; 1o de l'argent; 2o de l'argent; 3o encore de l'argent. Que peut donc faire le Sud qui manque complètement de ces trois choses nécessaires? A qui demanderait-il son salut? A l'étranger? L'Angleterre et la France ne veulent pas se désister de leur principe de *non-intervention*. A la paix? Il est évident, dit le Président Davis, que le gouvernement des États-Unis ne veut traiter de la cessation des hostilités ni avec les autorités des États confédérés, ni avec celles des États séparément, ni par l'intermédiaire des Commandants en chef.

A quoi se décider? "Il ne nous reste, répond le même chef, d'autre alternative que de continuer cette lutte jusqu'au bout; car ils connaissent peu le peuple confédéré, ceux qui supposent qu'il consentirait à acheter au prix de la dégradation et de l'es-